



CHAPITRE 56

Loi modifiant la Loi de la Régie des services publics

[Sanctionnée le 12 décembre 1972]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c. 229, a. 2, remp.
1. L'article 2 de la Loi de la Régie des services publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 229), modifié par l'article 24 du chapitre 65 des lois de 1969, est remplacé par le suivant:

Interprétation: « 2. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

« Régie »; 1° « Régie »: la Régie des services publics;

« propriétaire »; 2° « propriétaire »: toute personne, société ou corporation et leurs locataires, fidéicommissaires, liquidateurs, séquestres ou syndics, qui exploitent, administrent ou contrôlent une entreprise publique au sens de la présente loi;

« entreprise publique »; 3° « entreprise publique »: une entreprise ayant pour objet principal ou accessoire

(a) l'émission, la transmission ou la réception de sons, d'images, de signes, de signaux, de données ou de messages par fil, câble, ondes ou tout moyen électrique, électronique, magnétique, électromagnétique ou optique;

(b) la production, la transmission, la distribution ou la vente de vapeur, de chaleur, de lumière ou de force motrice produites autrement que par l'électricité."

S.R., c. 229, a. 3, mod.
2. L'article 3 de ladite loi est modifié:

CHAPTER 56

An Act to amend the Public Service Board Act

[Assented to 12th December 1972]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

R.S., c. 229, s. 2, replaced.
1. Section 2 of the Public Service Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 229), amended by section 24 of chapter 65 of the statutes of 1969, is replaced by the following:

"2. In this act, the following expressions mean: Interpretation:

(1) "Board": the Public Service Board; "Board";

(2) "owner": every person, partnership or corporation and the lessees, trustees, liquidators, sequestrators or receivers thereof, who operate, manage or control a public service within the meaning of this act; "owner";

(3) "public service": any service the principal or accessory object of which is "public service".

(a) the broadcast, transmission or reception of sound, images, signs, signals, data or messages by wire, cable, waves or any electric, electronic, magnetic, electromagnetic or optical means;

(b) the production, transmission, distribution or sale of steam, heat, light or power produced otherwise than by electricity."

2. Section 3 of the said act is amended: R.S., c. 229, s. 3, am.

a) en remplaçant les deuxième et troisième alinéas par les suivants:

Composition.

« Il est composé de neuf régisseurs, dont un président et deux vice-présidents, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour une période déterminée qui ne peut excéder dix ans. Ce dernier fixe également leur traitement. Une fois déterminés, la durée de leur mandat et le montant de leur traitement ne peuvent cependant être réduits. À l'expiration de leurs mandats ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils aient été nommés de nouveau ou remplacés.

Président et vice-présidents.

Le président et les vice-présidents sont choisis parmi les juges des sessions ou de la Cour provinciale ou les membres du Barreau du Québec. »;

b) en retranchant le quatrième alinéa;

c) en remplaçant le sixième alinéa par le suivant:

Régisseurs additionnels.

« Nonobstant les dispositions du deuxième alinéa, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il juge que l'expédition des affaires de la Régie l'exige, nommer, pour le temps et avec la rémunération qu'il détermine, quatre régisseurs additionnels qui possèdent les pouvoirs des régisseurs nommés en vertu du deuxième alinéa. »

S.R., c. 229, a. 4, mod.

3. L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 25 du chapitre 65 des lois de 1969, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots « à Québec » par les mots « dans le territoire de la Communauté urbaine de Québec ».

Id., a. 5, remp.

4. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Séances.

« **5.** La Régie tient ses séances à tout endroit où l'exige l'expédition de ses affaires.

Séances simultanées.

La Régie peut siéger simultanément en plusieurs divisions dans la même localité ou dans des localités différentes. Chaque division est composée d'au moins deux membres dont le président ou un vice-président ou un régisseur qui est juge de la Cour des sessions ou de la Cour provinciale ou membre du Barreau du Québec. »

(a) by replacing the second and third paragraphs by the following:

“It shall be composed of nine controllers, including a president and two vice-presidents, appointed by the Lieutenant-Governor in Council for a fixed period not to exceed ten years. The Lieutenant-Governor in Council shall also fix their salaries. Nevertheless, once their term of office and the amount of their salaries are fixed, they shall not be reduced. They shall remain in office upon expiry of their term until reappointed or replaced.

Composition.

The president and vice-presidents shall be chosen from among the judges of the sessions or of the Provincial Court or the members of the Bar of the Province of Québec.”;

President and vice-presidents.

(b) by striking out the fourth paragraph;

(c) by replacing the sixth paragraph by the following:

“Notwithstanding the second paragraph, the Lieutenant-Governor in Council may, if he considers that the dispatch of the business of the Board so requires, appoint, for such time and with such remuneration as he fixes, four additional controllers who shall have the powers of controllers appointed under the second paragraph.”

Additional controllers.

3. Section 4 of the said act, amended by section 25 of chapter 65 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the words “at Québec” in the second line by the words “within the territory of the Québec Urban Community”.

R.S., c. 229, s. 4, am.

4. Section 5 of the said act is replaced by the following:

Id., s. 5, replaced.

“**5.** The Board shall hold its sittings at such place as may be required for the dispatch of its business.

Sittings.

The Board may sit in several divisions simultaneously in the same locality or in different localities. Each division shall be composed of at least two members, including the president, a vice-president or a controller who is a judge of the Court of the Sessions or of the Provincial Court or a member of the Bar of the Province of Québec.”

Simultaneous sittings.

S.R., c. 229, a. 6, mod. **5.** L'article 6 de ladite loi est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

Greffiers. « Pour toute séance tenue dans une localité autre que Québec et Montréal, le greffier de la Cour provinciale ou de la Cour des sessions de la paix de même que les députés-greffiers peuvent agir au lieu et place du secrétaire de la Régie. »

S.R., c. 229, a. 9, mod. **6.** L'article 9 de ladite loi est modifié en insérant, dans la première ligne du premier alinéa, après les mots « Le vice-président », les mots « désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil ».

Id., a. 25, remp. **7.** L'article 25 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Règle-
ments ap-
plicables. « **25.** Dans l'exercice de sa juridiction, la Régie se conforme aux règlements adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'article 3a de la Loi du ministère des communications (1969, chapitre 65).

Avis au
ministre
sur
question
référée. « **25a.** La Régie doit donner son avis au ministre, sur toute question que celui-ci lui réfère. À cette fin, elle peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions du public. Elle doit, lorsque de l'avis du ministre l'importance des questions sou-
mises le requiert, recevoir et entendre les requêtes et suggestions du public. La procédure de ces audiences publiques est déterminée par un règlement du lieutenant-gouverneur en conseil qui entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*. »

S.R., c. 229, a. 29, remp. **8.** L'article 29 de ladite loi est remplacé par les suivants:

Service
exploité
par le
gouver-
nement. « **29.** Tout service exploité par le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes ou par tout autre corps public, qui constituerait une entreprise publique s'il était exploité par un propriétaire est soumis à la juridiction de la Régie dans la mesure où les droits des tiers sont affectés.

Emplace-
ment des
installa-
tions. « **29a.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale, la Régie a juridiction exclusive

5. Section 6 of the said act is amended by adding at the end the following para-
graph:

Clerks. "At any sitting held in a locality other than Québec or Montreal, the clerk of the Provincial Court or of the Court of the Sessions of the Peace, or the deputy-clerks, may act in the place and stead of the secretary of the Board."

R.S., c. 229, s. 9, am. **6.** Section 9 of the said act is amended by inserting after the words "The vice-president" in the first line of the first paragraph the words "designated by the Lieutenant-Governor in Council".

Id., s. 25, replaced. **7.** Section 25 of the said act is replaced by the following:

Compli-
ance with
regula-
tions. "25. In the exercise of its jurisdiction, the Board shall comply with the regula-
tions made by the Lieutenant-Governor in Council under section 3a of the Commu-
nications Department Act (1969, chapter 65).

Advice to
Minister
on mat-
ters re-
ferred. "25a. The Board shall advise the Minister on any matter which he refers to it. For that purpose it may receive and hear petitions and suggestions from the public. It must, when in the opinion of the Minister the importance of the matters submitted so requires, receive and hear petitions and suggestions from the public. The procedure of such public hearings shall be determined by a regulation of the Lieutenant-Governor in Council which shall come into force on the day of its publication in the *Québec Official Gazette*."

R.S., c. 229, s. 29, replaced. **8.** Section 29 of the said act is replaced by the following:

Service
operated
by the
gouver-
nement. "29. Every service operated by the government, by one of its departments or bodies or by any other public body, which would constitute a public service if operated by an owner shall be subject to the jurisdiction of the Board to the extent that the rights of third parties are affected.

Connect-
ing instal-
lations. "29a. Notwithstanding any general law or special act, the Board shall have

pour décider, sur l'ensemble du territoire du Québec, de l'emplacement et des conditions de raccordement des installations nécessaires à l'exploitation d'une entreprise publique.

Représentations sur règlement de zonage.

Dans tous les cas où sa décision est susceptible de déroger à un règlement de zonage, la Régie doit, avant de prendre sa décision, convoquer la municipalité ou toute autre personne intéressée à lui faire des représentations. »

S.R., c. 229, a. 30, mod.

9. L'article 30 de ladite loi est modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Emploi de certaines installations.

« Lorsqu'il existe déjà à un endroit des installations susceptibles de servir aux fins d'une entreprise dont l'objet principal ou accessoire est celui qui est défini au sous-paragraphe a du paragraphe 3° de l'article 2 ou d'une entreprise de distribution d'électricité, la Régie peut ordonner, aux conditions qu'elle détermine, l'emploi de ces installations par une entreprise autre que celle qui en est propriétaire. »

S.R., c. 229, a. 33, remp.

10. L'article 33 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Échange de service.

« **33.** Quand le propriétaire d'une entreprise publique s'adresse à la Régie pour obtenir l'échange d'un service avec un autre propriétaire d'une entreprise similaire, la Régie peut, après avoir convoqué les parties, rendre telle ordonnance qu'elle juge d'intérêt public pour en déterminer les conditions. »

S.R., c. 229, a. 45, remp.

11. L'article 45 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Procédure et délais.

« **45.** L'appel est formé selon la procédure et dans les délais prévus au Code de procédure civile pour les appels autorisés sur permission de la Cour d'appel en substituant le secrétaire ou le secrétaire-adjoint de la Régie au protonotaire de la Cour supérieure et la Régie à la Cour qui a rendu le jugement. »

exclusive jurisdiction to decide, throughout the territory of the province of Québec, the location and conditions for connecting the installations necessary for the operation of a public service.

The Board, in all cases where its decision might derogate from a zoning by-law, shall, before making its decision, call before it the municipality or any other person concerned to make representations to it."

Représentations on zoning by-law.

9. Section 30 of the said act is amended by replacing the last paragraph by the following:

R.S., c. 229, s. 30, am.

"Whenever in a place installations already exist which might be used for a service the main or accessory object of which is that defined in subparagraph a of paragraph 3 of section 2 or for an electricity distribution service, the Board may order, upon such conditions as it determines, that such installations be used by a service other than that which owns them."

Use of certain installations.

10. Section 33 of the said act is replaced by the following:

R.S., c. 229, s. 33, replaced.

"**33.** When the owner of a public service applies to the Board to obtain the exchange of a service with another owner of a similar service, the Board may, after calling the parties, make such ordinance to determine the conditions thereof as it deems in the public interest."

Exchange of services.

11. Section 45 of the said act is replaced by the following:

R.S., c. 229, s. 45, replaced.

"**45.** The appeal shall be taken in accordance with the procedure and within the delays provided in the Code of Civil Procedure for appeals authorized by leave of the Court of Appeal by substituting the secretary or assistant secretary of the Board for the protonotary of the Superior Court, and the Board for the Court which rendered judgment."

Procedure and delays.

S.R., c. 229, a. 46, remp.

12. L'article 46 de ladite loi est remplacé par le suivant:

12. Section 46 of the said is replaced by the following:

R.S., c. 229, s. 46, replaced.

Exécution
de la loi.

« **46.** Le ministre des communications est chargé de l'exécution de la présente loi. »

“**46.** The Minister of Communications shall have charge of the carrying out of this act.” Carrying out of act.

S.R., c.
229, aa.
47, 48, ab.

13. Les articles 47 et 48 de ladite loi sont abrogés.

13. Sections 47 and 48 of the said act are repealed. R.S., c. 229, ss. 47, 48, repealed.

Disposi-
tions ap-
plicables.

14. Les paragraphes *a* et *b* de l'article 2 de la présente loi s'appliquent aux régisseurs actuellement en fonction.

14. Paragraphs *a* and *b* of section 2 of this act apply to the controllers now in office. Provisions to apply.

Autorisa-
tion pour
continuer
travaux
ou exploi-
tation.

15. Le propriétaire d'une entreprise publique au sens des paragraphes 2° et 3° de l'article 2 de la Loi de la Régie des services publics tels que remplacés par l'article 1 de la présente loi qui a commencé sans l'autorisation de la Régie, la construction ou l'exploitation de son entreprise avant l'entrée en vigueur de la présente loi ou des règlements qu'elle habilite le lieutenant-gouverneur en conseil à adopter, peut continuer cette construction ou cette exploitation mais doit demander l'autorisation prévue à l'article 23 de la Loi de la Régie des services publics dans un délai de 30 jours à compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* de règlements adoptés en vertu de l'article 3a de la Loi du ministère des communications tel qu'édicte par l'article 3 de la Loi modifiant la Loi du ministère des communications et d'autres dispositions législatives (1972, chapitre 57).

15. The owner of a public service within the meaning of paragraphs 2 and 3 of section 2 of the Public Service Board Act, as replaced by section 1 of this act, who began without the authorization of the Board the construction or operation of his service before the coming into force of this act or the regulations which it empowers the Lieutenant-Governor in Council to make, may continue such construction or operation but must apply for the authorization contemplated in section 23 of the Public Service Board Act within a delay of 30 days from the publication in the *Québec Official Gazette* of the regulations made under section 3a of the Communications Department Act as enacted by section 3 of the Act to amend the Communications Department Act and other legislation (1972, chapter 57). Continuance of construction or operation by owner.

Rensei-
gnements
à fournir.

Il doit cependant fournir à la Régie, dans les 90 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les renseignements requis par une ordonnance qui doit être rendue à cet effet dans les 10 jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

He must however furnish the Board, within 90 days of the coming into force of this act, with all information required by an ordinance to be issued for that purpose within 10 days of the coming into force of this act. Information to be furnished.

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

16. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.